

E/3246/Rev.2
E/CN.12/530/Rev.2



NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(9 AVRIL 1958 — 23 MAI 1959)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NEW-YORK

structions du Conseil économique et social et qui sera incorporé au rapport du Secrétaire général au Conseil. Ce document, qui analyse les activités de la CEPAL depuis sa création ainsi que l'orientation de ses travaux jusqu'à 1965 (voir annexe VII), a été très bien accueilli de toutes les délégations; celles-ci ont souligné tout l'intérêt de cette évaluation, qui indique clairement les grandes lignes de l'action à entreprendre [voir la résolution 176 (VIII)].

4. Contrôle de la documentation

213. La Commission a approuvé les mesures prises par le secrétariat pour réduire le volume de la documentation (E/CN.12/514). Certaines délégations ont cependant souligné qu'il serait inopportun de résumer par trop les déclarations faites lors des séances de la Commission et de ses comités, étant donné la grande utilité des comptes rendus. Une motion en ce sens a été adoptée à l'unanimité.

5. Programme de travail et ordre de priorité pour 1959/60

214. En approuvant le programme de travail et l'ordre de priorité, les délégations ont été unanimes à souligner le rôle essentiel qui incombe à la Commission dans le domaine du développement économique et de la programmation. Elles ont insisté pour que l'on donne la plus haute priorité à tous les projets concernant le marché commun. Le même rang de priorité a été reconnu

aux travaux intéressant le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale.

215. Pour faciliter l'exécution des projets les plus importants sans retard excessif, on a décidé de déclasser divers projets.

216. Les délégations se sont accordées à penser qu'au début de chaque session il faudrait créer un comité qui reverrait le programme, afin de permettre une étude plus approfondie de chaque projet et de son ordre de priorité.

217. Les délégations ont dans l'ensemble été partisans d'autoriser le Secrétaire exécutif à modifier, différer ou suspendre certains projets au cas où des circonstances imprévues l'exigeraient (voir plus loin le paragraphe 228, dans la partie consacrée au programme de travail et à l'ordre de priorité pour 1959/60).

218. La Commission a été informée des incidences financières de son programme de travail pour 1959-1960; il a été précisé que ces incidences portaient exclusivement sur les crédits supplémentaires qu'appellent les décisions adoptées à la huitième session, et non sur les autres augmentations que le Secrétaire général examine à propos du projet de budget pour 1960.

219. La Commission a approuvé à l'unanimité le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1959-1960. (Les changements apportés à ce programme par rapport au programme précédent sont exposés en détail dans la cinquième partie du présent rapport.)

Troisième partie

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION À SA HUITIÈME SESSION

147 (VIII). Coordination entre les organismes de planification

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que divers pays d'Amérique latine possèdent ou mettent actuellement sur pied des organismes de planification destinés à donner à leur essor économique une orientation qui permette d'assurer le développement harmonieux de tous les secteurs de la production ainsi que d'élever, rapidement et de façon équilibrée, le niveau de vie de la population,

Considérant qu'il est très utile de mettre ces organismes consultatifs à même de se familiariser avec la structure, les méthodes de travail, les buts et objectifs propres à chacun d'eux, ainsi qu'avec les programmes exécutés ou envisagés par tous, et de se communiquer les résultats de leur expérience,

Considérant qu'il existe à cette fin, entre les organismes de planification de la Colombie et de l'Équateur, un accord de coopération technique qui a été signé au mois de février dernier, sous réserve de l'approbation des deux gouvernements,

Considérant que les experts de la politique commerciale et des paiements, qui se sont réunis récemment à Caracas, ont étudié la possibilité d'étendre cet accord à d'autres organismes de planification de l'Amérique latine,

Considérant que le secrétariat de la CEPAL pourrait beaucoup aider en servant de centre d'échange d'idées et de connaissances pratiques dans ce domaine,

Décide de prier le secrétariat d'étudier, à la demande des gouvernements et dans la mesure de ses moyens, la structure, les objectifs, les méthodes de travail et les autres caractéristiques des organismes de planification existants ou envisagés en Amérique latine, ainsi que les programmes exécutés ou prévus par eux et, en outre, de lui suggérer de fournir, lorsque seront négociés des accords comme celui qui a été conclu entre la Colombie et l'Équateur, l'assistance qui pourrait lui être demandée en vue de favoriser l'organisation du secrétariat commun prévu dans ces accords.

22 mai 1959.

148 (VIII). Amélioration des procédures budgétaires

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que, dans la plupart des pays d'Amérique latine, une fraction très importante des investissements annuels totaux provient du secteur public,

Considérant que les procédures budgétaires suivies dans de nombreux pays latino-américains pourraient être améliorées de manière à augmenter les possibilités